

Nombre de membres du Bureau :

- en exercice : 22
- membres présents : 17
- suffrages exprimés : 17
- pour : 17
- contre : 0
- abstentions : 0

DÉLIBÉRATION n° B2026/164

L'an deux mille vingt-six, le 20 octobre, le Bureau de la Communauté de Communes du Plateau de Lannemezan s'est réuni au nombre prescrit par la loi à son siège social sous la Présidence de Monsieur Laurent LAGES. Monsieur Alain PIASER a été désigné secrétaire de séance.

Présents : Laurent LAGES, Jean-Paul LARAN, Catherine CORREGE, Philippe SOLAZ, Joelle ABADIE, Alain PIASER, Bernadette SABATHIER, Ludovic PONTICO, Régine SARRAT, Roger LACOME, Didier FAVARO, Nadia MORILHON, Jean-Charles LAUREYS, Chrystelle MAUPAS, Viviane BARBAZAN, Bruno FOURCADE et André RECURT.

Absents excusés : Nathalie SALCUNI, Denis BARRERE, André QUINON, Albert BEGUE et Francis ESCUDE.

Objet : Finances - Attribution d'un fonds de concours à la commune de Réjaumont pour le financement de travaux de modernisation de la voirie communale (année 2026)

Vu les articles 5111-4 et suivants du CGCT,

Vu l'article L. 5214-16-V du CGCT,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Réjaumont sollicitant un fonds de concours d'un montant de 2 612 € à la CCPL pour l'opération : Travaux de modernisation de la voirie communale,

Vu le plan de financement de l'opération,

Dépenses	En € HT	Recettes	En € HT
Travaux de modernisation de la voirie communale	54 499,00 €	Subventions	25 000,00 €
		Fonds de concours CCPL	2 612,00 €
		Autofinancement commune	26 887,00 €
Total	54 499,00 €	Total	54 499,00 €

LE BUREAU

Le Président entendu, après en avoir délibéré, à l'unanimité des voix exprimées,

DECIDE

- D'accorder un fonds de concours d'un montant de 2 612 € à la commune de Réjaumont pour le financement de l'opération de travaux de modernisation de la voirie communale.

Le Président
Laurent LAGES

Le secrétaire de séance
Alain PIASER

Publiée le 27 OCT. 2026

Monsieur le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.



Accusé de réception en préfecture
065200070787-20261020-2026-164B-DE
Date de télétransmission : 27/10/2026
Date de réception préfecture : 27/10/2026